



## Chapitre R-15

### LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES D'AVANTAGES SOCIAUX DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« *Office* »: a) « *Office* »: l'Office de la construction du Québec établi en vertu de l'article 2 du chapitre II de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (chapitre R-20);

« *Régie* ». b) « *Régie* »: la Régie des rentes du Québec.

1975, c. 19, a. 1.

Substitution de l'Office à la Régie. **2.** À compter du 20 novembre 1975, l'Office est substitué de plein droit à la Régie dans l'administration de tout régime supplémentaire de rentes établi par décret en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (chapitre R-20).

1975, c. 19, a. 2.

Administration. **3.** À compter de la même date, l'Office administre:

- a) toute somme provenant du patrimoine de tout régime supplémentaire de rentes au bénéfice de salariés assujettis antérieurement à un décret applicable à l'industrie de la construction;
- b) les contributions et les cotisations des employeurs et salariés assujettis à un tel décret et dont la Régie a présentement la gestion;
- c) les contributions et cotisations destinées à l'établissement de tout régime supplémentaire de rentes applicable à l'industrie de la construction;
- d) toute somme provenant du patrimoine d'autres régimes complémentaires d'avantages sociaux établis en vertu de décrets applicables à l'industrie de la construction, de l'ordonnance n° 12 de la Commission du salaire minimum ou de toute entente entre employeurs et salariés ou entre les associations représentatives et l'association d'employeurs de l'industrie de la construction.

1975, c. 19, a. 3.

- Substitution de l'Office à la Régie. **4.** À compter de la même date, l'Office est substitué de plein droit à la Régie:
- a) sans reprise d'instance, dans toute instance pendant concernant l'application de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (chapitre R-17), dans l'industrie de la construction;
  - b) dans la convention intervenue avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, en date du 7 avril 1970, par suite de l'arrêté en conseil n° 1459 du 25 mars 1970.
- 1975, c. 19, a. 4.
- Administration continuée. **5.** L'Office continue à administrer les régimes complémentaires d'avantages sociaux dont il est saisi, qu'un décret soit en vigueur ou non.
- 1975, c. 19, a. 6.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 19 des lois annuelles de 1975, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 5, 18 et 19, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre R-15 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC, 1975      LOIS REFONDUES, 1977**

### **Chapitre 19**

### **Chapitre R-15**

**LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES D'AVANTAGES SOCIAUX DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

**LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES D'AVANTAGES SOCIAUX DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 4	1 - 4	
5		Omis
6	5	
7		Modification intégrée au c. C-2, a. 20
8		Modification intégrée au c. C-2, a. 45
9		Modification intégrée au c. R-17, a. 1
10		Omis
11		Modification intégrée au c. R-17, a. 75
12		Modification intégrée au c. R-20, a. 1
13		Modification intégrée au c. R-20, a. 11
14		Modification intégrée au c. R-20, a. 82

L.Q. 1975, c. 19

L.R. 1977, c. R-15

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

15

Modification intégrée au  
c. R-20, aa. 92-93

16

Modification intégrée au  
c. R-20, a. 122

17 - 19

Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*



